

Enseignant-es non remplacé-es : des décisions inacceptables

Dès le mois de septembre, en Haute-Garonne, il y a eu une moyenne de 53 classes par jour sans enseignant-es. Soit 1114 jours de classes non remplacés dans les écoles de Haute-Garonne, avec des élèves répartis dans les autres classes.

C'est l'état désastreux de rentrée dans les écoles dans notre département alors que les annonces budgétaires sacrifient l'École en supprimant plus de 4000 postes. Le Recteur annonce lui la résolution du problème de non-remplacement après les vacances d'automne...

Moins optimistes que notre Recteur, les services départementaux de l'Éducation Nationale ont présenté l'état de leur réflexion et les mesures envisagées aux organisations syndicales :

- Mise à l'arrêt – déjà bien amorcé - de la Brigade de Remplacement dédiée à la Formation Continue des enseignant-es (BDFC). Ainsi, les enseignant-es sont déjà privé-es de leur droit à la formation.
- Suppression à venir de la pondération, temps spécifique nécessitant une brigade de remplaçant-e-s en Éducation Prioritaire niant ainsi toutes les spécificités de l'Éducation Prioritaire

Et si ce n'est pas suffisant :

- La mobilisation des personnels sans charge de classe (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté, Conseiller-e Pédagogique de Circonscription ; Enseignant-e Référent-e Vie Scolaire...) sur des missions de remplacement – rejetant les missions données dans leur fiche de poste.
- La fusion-des classes dédoublées de l'Éducation Prioritaire afin de libérer du personnel... en dehors du cadre réglementaire.
- Et à long terme, revoir la carte scolaire de la Haute-Garonne et ses seuils d'ouverture et de fermeture de classes... pour encore et toujours plus d'élèves par classe... dans un des départements avec l'un des taux d'encadrement les plus mauvais.

Ces mesures, encore plus graves que celles mises en place lors de la période du Covid-19, ne sont pas le résultat d'une pandémie mais bien de l'absence structurelle de moyens dans notre département, résultat d'années de sous-investissement dans le service public d'Éducation.

Pour l'intersyndicale, le simple fait d'envisager de telles mesures est inacceptable ! Cette gestion de la pénurie sacrifie les conditions d'apprentissage des élèves, les conditions de travail des enseignant-es, des AESH... leur droit à la formation, et va jusqu'à remettre en cause, en dehors de tout cadre réglementaire, la carte scolaire et le système d'affectation.

Ce ne sont pas de pseudo-solutions indignes de nos Services Publics dont nous avons besoin mais bien d'un véritable plan d'urgence pour l'École dans la Haute-Garonne. L'analyse des documents de carte scolaire fournis par l'administration (nombre d'enseignant-es, de classes, d'élèves etc ...) amène l'intersyndicale à chiffrer les besoins pour le département à plus de 4 000 postes (enseignant-es, AESH, personnels administratifs, santé-sociaux et territoriaux).

Pour empêcher la mise en œuvre des mesures prévues par la DSDEN31 et dans l'urgence de la situation catastrophique du remplacement dans le département, nous demandons :

- **le réabondement et le recrutement de la liste complémentaire au concours de professeur des écoles**
- **le recrutement d'enseignants dans l'urgence**
- **un véritable plan d'urgence pour l'École publique dans le 31, avec un plan pluri-annuel de recrutement comprenant l'augmentation de postes au concours**